ACS Burkina
Audit Conseil et Services du Burkina

ORIGINAL

RESEAU ACCES AUX MEDICAMENTS ESSENTIELS (RAME)

RAPPORT D'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER

Exercice clos au 31 décembre 2018

VERSION DEFINITIVE

Tel : (00226) 25 31 05 03
11 BP 1906 Ouagadougou 11
IFU : 00019969J ■ RCCM : BF OUA 2019 M 3536
Régime Fiscal : Réel Normal ■ Division Fiscale : DME-CENTRE I
521 Avenue LOUDUN 4ème et 5 ème étage de l'immeuble El Hadj KABORE

A
Monsieur le Président
de l'Association Réseau Accès
aux Médicaments Essentiels (RAME)
04 BP 8038 Ouagadougou 04
Telephone: 25-37-70-16
E-mail: secretariat@rame-int.org-
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LA SITUATION FINANCIERE GLOBALE AU 31/12/2018

Monsieur le Président de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018 sur le contrôle des comptes annuels de l'association RAME tels qu'ils sont joints au présent rapport.

La situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et soumise à notre appréciation fait ressortir les principaux indicateurs ci-dessous :

Total dépenses de : FCFA 713 744 015,
Ressources de : FCFA 164 038 075, incluant des
Subventions de : FCFA 810 179 539, et une
Trésorerie nette de : FCFA 259 537 742.

Le tableau emplois ressources a été préparé et présenté par la Direction Générale de l'Association, conformément aux dispositions de la règlementation comptable de l'Acte Uniforme sur le Droit Comptable et l'Information Financière en matière de tenue comptable.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion

Nous avons effectué l'audit de la situation financière de l'Association Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME), qui comprend le Tableau Emplois Ressources, le tableau d'exécution budgétaire et la situation nette de la trésorerie au 31 décembre 2018.

A notre avis, les états financiers pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, donnent une image fidèle de la situation des fonds reçus et de l'utilisation qui en a été faite conformément aux dispositions des différents accords de subvention et d'exécution entre le RAME et les différents bailleurs.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Burkina Faso et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit de la situation financière de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Responsabilités de la RAME dans l'établissement des états financiers

Les responsables des organes de la gouvernance (la cellule d'exécution) du RAME sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions comptables de l'Acte Uniforme sur le Droit Comptable et l'Information Financière (AU-DCIF), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la cellule d'exécution qu'il incombe d'évaluer la capacité du projet à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de son exploitation, sauf si ceux-ci ont l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la cellule d'exécution de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable gue les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Ouagadougou, le 10 novembre 2023

Pour l'auditeur indépendant

Hamadé OUEDRAOGO

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux Comptes
Inscrit au Tableau de l'Ordre
National des Experts-comptables
et des Comptables Agréés du Burkina Faso
ADMINISTRATEUR, DIRECTEUR GENERAL

SITUATION FINANCIERE
DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

SITUATION FINANCIERE GLOBALE DU RAME DU

EMPLOIS		
E1	**TRESORERIE AU 31/12/2018**	259 537 742
E1.1	BANQUES LOCALES	259 457 460
E1.1.1	BOA n°001250140001 34 - (Principal) - Fonds propres RAME	104 408
E1.1.2	BOA n°001250140038 70 - Sidaction	5 978
E1.1.3	BOA n°001250140026 09 - PAMAC	57 614 009
E1.1.4	BOA n°001250140040 14 - SP CNLS	
E1.1.5	BOA n°001250140065 36 - FEI	59 637 014
E1.1.6	BOA n°001250140077 97 - GIZ PALIDOYER	1 854 907
E1.1.7	BOA n°001250140089 61 - GIZ AT	110 159 354
E1.1.8	UBA n°426100000168 49 - RAME (CICDoc)	34 334 380
E1.1.9	CBI n°003050024102 - 09 Fonds Mondial	-4 446
E1.1.10	CBI n°003050024101 - 09 Plaidoyer Sud	-421 412
E1.1.11	BOA n°001250140092 52 - PRF/FM	-3 826 732
E1.2	CAISSES	80 282
E1.2.1	Caisse Fonds Propres	1 207
E1.2.2	Caisse SP/CNLS	775
E1.2.3	Caisse PRF/FM Phase 2	78 300
E2	**DEPENSES PAR PROJET**	713 744 015
E2.1	DEPENSES 2018	713 744 015
E2.1.1	Dépenses - Fonds propres RAME	3 207 957
E2.1.2	Dépenses - Sidaction	
E2.1.3	Dépenses - PAMAC	20 171 766
E2.1.4	Dépenses - SP CNLS	1 940 000
E2.1.5	Dépenses - FEI	467 109 690
E2.1.6	Dépenses - GIZ PALIDOYER	0
E2.1.7	Dépenses - GIZ AT	17 438 090
E2.1.8	Dépenses - RAME (CICDoc)	7 297 500
E2.1.9	Dépenses - Fonds Mondial	
E2.1.10	Dépenses - 09 Plaidoyer Sud	
E2.1.11	Dépenses - PRF/FM	196 579 012
E3	**CREANCES**	935 857
E3.1	AUTRES RECETTES	935 857
E3.1.1	Fournisseurs accomptes versés	0
E3.1.2	Personnel debiteur	0
E3.1.3	Organismes sociaux debiteurs	0
E3.1.4	Etats et organismes publiques débiteurs	0
E3.1.5	Organismes internationaux débiteurs	0
E3.1.6	Autres débiteurs divers	935 857
TOTAL GENERAL EMPLOIS 2018		974 217 614

1er JANVIER 2018 AU 31 DECEMBRE 2018

	RESSOURCES		
	R1	**TRESORERIE AU 01/01/2018**	102 450 163
	R.1.1	BANQUES LOCALES	102 448 181
	R.1.2	CAISSES	1 982
	R2	**SUBVENTIONS**	810 179 539
	R.2.1	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	31 998 592
	R.2.1.1	Subventions d'investissements PLAN / FM	12 104 505
	R.2.1.2	Subventions d'investissements PRF NFM 2	1 693 608
	R.2.1.3	Subventions d'investissements SPCNLS	2 080 000
	R.2.1.4	Subventions d'investissements FEI OCASS	15 860 479
	R.2.1.5	Subventions d'investissements GIZ-APPUI TECHNIQUE	260 000
	R.2.2	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	778 180 947
	R.2.2.1	Subventions d'exploitation FM/PLAN	152 683
	R.2.2.2	Subventions d'exploitation PRF NFM 2	105 964 034
	R.2.2.3	Subventions d'exploitation FM CICDoc	5 460 620
	R.2.2.4	Subventions d'exploitation PAMAC FC	1 576 923
	R.2.2.5	Subventions d'exploitation FEI OCASS	543 180 707
	R.2.2.6	Subventions d'exploitation GIZ-APPUI TECHNIQUE	121 845 980
	R.3	**AUTRES SUBVENTIONS ET RECETTES**	0
	R.3.1	AUTRES RECETTES	0
	R.3.1.1	Autres subventions	0
	R.3.1.2	Produits accesoires	0
	R.3.1.3	Autres produits / Autres ressources	0
	R.4	**DETTES**	61 587 912
	R.4.1	DETTES	61 587 912
	R.4.1.1	Fournisseurs, dettes en comptes	3 000 000
	R.4.1.2	Personnel, Remunérations dues	805 406
	R.4.1.3	Dettes sociales	8 770 030
	R.4.1.4	Dettes fiscales	6 086 783
	R.4.1.5	Organismes internationaux	0
	R.4.1.6	Crediteurs divers	42 925 693
	R.4.1.7	Charges constatées d'avance	0
	R.4.1.8	Autres dettes diverses	0
	TOTAL GENERAL EMPLOIS 2018		974 217 614